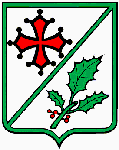
**Commune de Sainte Foy d’Aigrefeuille**



Compte-Rendu du Conseil Municipal

du Vendredi 18 Septembre 2015

Le Maire ouvre la séance à 20h45.

* **Présents:** Michel BELINGUIER, Guillaume CHAMAYOU, Guy CALESTROUPAT, Karine DELMAS, Thierry MARCHAND, Gisèle MARTY, Jean-Claude MESTRE, Jean-Paul MONTEIL, Daniel RUFFAT, Michèle TOUZELET, Sandrine VALETTE
* **Excusés avec pouvoir:** Linda BUTTIGIEG (pouvoir à Guillaume CHAMAYOU), Jacques COUGOT (pouvoir à Michel BELINGUIER), Valérie DE PECO (pouvoir à Gisèle MARTY), Florian ESCRIEUT (pouvoir à Karine DELMAS), Xavier GAMEL (pouvoir à Daniel RUFFAT, Emmanuel GARDEY DE SOOS (pouvoir à Thierry MARCHAND), Nathalie GONTHIEZ (pouvoir à Jean-Claude MESTRE), Gérard LAVIGNE (pouvoir à Michèle TOUZELET
* **Secrétaire de séance:** Gisèle MARTY
* **Présent - Secrétariat de mairie:** Lakhdar BENSIKADDOUR.

# Ordre du jour :

1 Approbation du compte rendu du 24.06.2015

1. Approbation de la 1ère Modification du Plan Local d’Urbanisme
2. Plan de prévention des Risques Naturels (PPRN) du bassin de la Marcaissonne, Saune, Seillonne - Avis du conseil Municipal
3. Elaboration d’an Agenda d’Accessibilité Programmée (Ad’AP)
4. Présentation du Plan à Moyen Long terme (PMLT) de la commune
5. Travaux d’urbanisation programmée - Tranche n°2 - Inscription en programmation 2017 - Demande de subvention au Conseil Départemental de la Haute-Garonne
6. Budget Principal : Décision Modificative n°1
7. Budget Assainissement : Admission en non-valeur
8. Questions diverses

* **1. Approbation du compte rendu du 24.06.2015**

Ce compte rendu a été envoyé le 04.07.2015 à tous les membres du conseil municipal.

Pas de remarques particulières, mais un élu de l’opposition demande que les questions posées soient nominatives dans le compte rendu.

Réponse de Mr le Maire:

Monsieur le Maire répond que ce n’est pas une obligation.

*Le Conseil Municipal décide d’adopter le Compte Rendu du Conseil Municipal du 24.06.2015*

* **2. Approbation de la 1ère Modification du Plan Local d’Urbanisme:**

Afin d’éviter tout conflit d’intérêt, Mr le Maire demande à Mme Sandrine VALETTE de bien vouloir quitter la séance du conseil municipal durant les débats et le vote de cette approbation de la 1ère modification du PLU.

***Monsieur le Maire rappelle le déroulement de la procédure de projet de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme de Sainte Foy d'Aigrefeuille:***

*Par délibération du 4 février 2013, le Conseil Municipal a approuvé le Plan Local d'Urbanisme pour la commune de Sainte Foy d'Aigrefeuille.*

*Par arrêté du 8 septembre 2014, Monsieur le Maire a prescrit la modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme, considérant l'intérêt pour la commune d'ouvrir à l'urbanisation une partie de la zone AUO du coeur du village nécessaire au développement central, de modifier et adapter le règlement écrit et les pièces graphiques.*

*Un registre de concertation a été ouvert et mis à disposition du public à la mairie en septembre 2014.*

*Par délibération motivée du 15 décembre 2014, le conseil municipal a considéré comme justifiée l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone AUO du centre du village au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitée dans la zone urbanisée, de la faisabilité opérationnelle d'un projet dans cette zone et de l'intérêt à conforter l'aménagement du centre pour la commune de Sainte Foy d'Aigrefeuille.*

*Par courrier du 7 avril 2015, le projet de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme a été soumis à l'avis des Personnes Publiques Associées selon la réglementation en vigueur. Les avis obtenus sont favorables au projet sous réserve, pour la Direction Départementale des Territoires (DDT) d'apporter les précisions utiles suite aux observations formulées*

*Par décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse du 10 avril 2015, Madame Noëlle PAGES a été désignée commissaire enquêteur, et Monsieur Jacques SEGUIER désigné commissaire enquêteur suppléant.*

*Par arrêté du 24 avril 2015 n02015-01, Monsieur le Maire a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative à cette modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme, pour une période de*

*32 jours, du 18 mai 2015 à 8 heures au 18 juin 2015 à 17 heures. Durant cette période le dossier du projet ainsi que les avis des Personnes Publiques Associées sont restés tenus à disposition aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.*

*La publicité du déroulement de l'enquête et des permanences a été faite par voie de presse, par affichage, sur le site internet de la commune ainsi que par information dans le bulletin municipal.*

*Pendant le déroulement de l'enquête, le commissaire enquêteur a reçu 17 personnes, 11 requêtes ont été portées sur le registre, 4 courriers adressés au commissaire enquêteur et 6 courriels enregistrés dans la boite mail ouverte à cet effet ont été annexés au registre. Des mises au point ont été demandées à la commune de Sainte Foy d'Aigrefeuille par le Commissaire enquêteur, à qui il a été adressé un mémoire en réponse.*

*Le commissaire enquêteur a émis le 17 juillet 2015 un avis favorable au projet de modification N°1 du Plan local d'Urbanisme de la commune de Sainte Foy d'Aigrefeuille avec réserves et recommandations.*

*Monsieur le Maire expose que le document soumis à l'approbation a été mis à jour en intégrant les observations des personnes publiques, notamment la DDT, et la totalité des réserves et recommandations formulées par le commissaire enquêteur.*

*Il indique quelles sont les modifications apportées:*

*- Modifications apportées suite à l'avis de la DDT:*

*L'obligation d'un pourcentage de logements locatifs en zone AU est reportée sur le document graphique du règlement.*

*L'accès à la zone AU2 est indiqué sur le plan de zonage.*

*La formulation de l'article U1-4 est modifiée.*

*La prise en compte de la suppression des tailles minimales des parcelles et du coefficient d'occupation des sols par la loi ALUR pour les articles 5 et 14 a été redéfinie.*

*- Modifications apportées suite aux réserves du Commissaire Enquêteur :*

*Dans le document «orientations d'aménagement» pour la zone AU1 du secteur «Molinier» les pages 4 et 5 ont été mises en cohérence et les schémas rectifiés.*

*Le document graphique du règlement a été mis en cohérence avec les différentes modifications formulées dans le rapport et les mises à jour faites.*

*Pour le règlement de la zone AU article AU-11, le règlement concernant les clôtures a été modifié sur le règlement écrit et sur l'orientation d'aménagement.*

*- Modifications apportées suite aux recommandations du Commissaire Enquêteur*

*Pour mieux gérer le phasage de l'urbanisation de la zone AU1 « Molinier» 3 secteurs AU1a, AU1b, AU1c ont été créés et les indications figurant dans l'orientation d'aménagement modifiées en conséquence.*

*L'ER n°19 a été requalifié en sous-secteur Np.*

*L'article U1-4, relatif à l'assainissement non collectif a été reformulé.*

*La modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme de Sainte Foy d'Aigrefeuille telle qu'elle est présentée au conseil municipal est prête à être approuvée conformément à l'article L.123-10 du Code de l'Urbanisme*

*Suite à cet exposé, le conseil municipal à la majorité des membres présents (14 pour – 4 contre):*

*- approuve la modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme telle que modifiée après recueil des avis des personnes publiques associées, enquête publique et réserves et recommandations du commissaire enquêteur, conformément aux indications portées dans la présente délibération,*

*- autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération,*

*- dit que conformément à l'article R.123-25 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme modifié est tenu à disposition du public en mairie de Sainte Foy d'Aigrefeuille et à la préfecture aux jours et heures habituels d'ouverture,*

*- dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois et que mention sera inséré dans deux journaux, régionaux ou locaux,*

*- dit que la présente délibération et les dispositions engendrées par la modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme ne seront exécutoires qu'après sa réception par le Préfet de Haute-Garonne et l'accomplissement des mesures de publicité (affichage en mairie durant un mois, insertion dans deux journaux régionaux ou locaux)*

Un élu de l’opposition précise que leur vote négatif est en cohérence avec les remarques faites lors de l’enquête publique.

Après cette délibération Mr le Maire demande que Mme Sandrine VALETTE réintègre la séance.

* **3. Plan de prévention des Risques Naturels (PPRN) du bassin de la Marcaissonne, Saune, Seillonne – Avis du conseil municipal:**

*Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que par courrier du Préfet de la Haute-Garonne, déposé en mairie le 21 juillet 2015, il lui est demandé de recueillir l'avis du conseil municipal sur le projet de Plan de prévention des Risques (PPRN) du bassin de la Marcaissonne - Saune - Seillonne, prescrit le* 22 *décembre 2011 et qui arrive dans sa dernière phase avant approbation.*

*Le document comporte trois volets :*

* *une note de présentation générale du bassin de risque,*
* *une note communale et cartes des aléas et des enjeux*
* *un plan de zonage réglementaire et règlement*

*Le document de référence jusqu'à ce jour était la Carte Informative des Zones Inondables (ClZI), qui établissait les zones à aléas moyen à faible et les zones à aléas fort.*

*Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune règlementait les droits à construire dans ces zones.*

*Le PPRN fixe un zonage réglementaire composé de quatre zones:*

* *zone rouge Ri: zone dite non urbanisée et zone dite urbanisée à aléa fort*
* *zone bleue Bi : zone dite urbanisée à aléa moyen à faible*
* *zone jaune Ji : zone dite non urbanisée à aléa moyen à faible*
* *zone GHi : zone de crue historique*

*Cette transmission récente du dossier de consultation règlementaire, implique que le projet de règlement doit être également utilisé pour l'instruction des dossiers d'urbanisme de la commune, avec la consultation systématique du Service Risques et Gestion de Crise pour avis simple, au titre de l'article R.111-2* *du code de l'urbanisme, lors de l'instruction des projets relatifs à l'application du droit des sols et ce tant que le PPRN ne sera pas approuvé.*

*A titre indicatif, l'enquête publique devrait se dérouler au début de l'année 2016, l'avis de la commune sera consigné ou annexé aux registres d'enquête, avec la possibilité d'être entendu par le commissaire enquêteur désigné par le Tribunal Administratif de Toulouse.*

*Il ressort que:*

* *La problématique des risques d'inondation liés à la Saune a fait l'objet d'une étude hydraulique commandée par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique de la Saune, réalisée en 2001 par la société SOGREAH.*

*Le lotissement des Bruges, sur notre commune, étant particulièrement concerné par des risques d'inondation, une modélisation hydraulique a été réalisée pour dimensionner un aménagement destiné à protéger le quartier d'une crue de fréquence centennale « état futur ».*

*Le syndicat a procédé en 2007 à la réalisation de la digue de protection du lotissement conformément à ces prescriptions.*

* *Dans le cadre de la concertation préalable à l'enquête publique concernant le PPRi de la Saune, la commune, mais aussi le collectif d'habitants concernés constitué dans ce cadre, ont, à plusieurs reprises formulé des demandes, par écrit et lors de la réunion s'étant tenue en mairie le l" juin 2015 avec des représentants de l'Etat et leur prestataire GEOSPHAIR. mandaté pour élaborer le PPRi.*

*Conformément à l'article R.562-7 du code de l'environnement, l'avis de la commune est sollicité sur le projet de PPRi;* *avis qui doit être rendu sous deux mois pour que celui-ci ne soit pas considéré favorable tacitement.*

*Si ce projet de PPRi a été le fruit d'une approche concertée entre les Services de l'Etat et la commune, il persiste toutefois deux questionnements qui n'ont pas été totalement résolues avant l'arrêt du projet définitif, à savoir:*

*Que la note de présentation du bassin du risque (volet* 1 *du PPRi), ne fait pas la démonstration que les études SOGREAH, qui ont servi à construire la digue du lotissement des Bruges, sont fausses; comme mentionné page* 6 *de ce document, le choix de la cote de référence est dicté uniquement par la volonté (définie dans la circulaire du* 24 *janvier* *1994) de retenir la cote de la plus haute inondation connue.*

*Les* 2 *méthodes sont donc valides, mais différentes.*

*La modélisation faite par SOGREAH en 2001, avec une méthode scientifiquement reconnue, a dimensionné la digue* *pour qu'elle protège le lotissement des Bruges d'une crue centennale* « *Etat futur » (considérant une augmentation de* *20% des coefficients de ruissellement locaux). La cote de* 1853, *prise en référence pour le PPRi, assure quant à elle une protection pour une crue plus exceptionnelle (comme expliqué par les représentants de l'Etat dans le compte-rendu de la réunion du 1er* *juin 2015).*

***Sur ce premier point, la commune demande à ce que les modifications suivantes soient apportées :***

* *Le texte* «*car elle est dimensionnée pour une crue supérieure à la crue cinquantennale (hors aléa de rupture de digues)» soit remplacé par «car elle est dimensionnée pour une* ***crue centennale 'Etat futur' (hors aléa de rupture de digues)», en* 3.5.2 *du* volet 1** - *avant dernier paragraphe, et* ***en V de la note communale*** *- avant dernier paragraphe;*
* *Sur les cartes relatives à la commune, la digue soit légendée comme* **« *digue de protection »* *sur les cartes de zonage réglementaire****, et également tracée et légendée comme «digue de protection»* ***sur les cartes des enjeux*** *(où elle n'apparaît pas).*

*Que des habitations du lotissement Nougaro, (considérées sur les cartes des enjeux comme de l'habitat isolé* « *Ji »)* *doivent être localisées en zone urbanisé* « *Bi* »

***Sur ce second point, la commune demande à ce que les habitations, toutes en aléa moyen à faible, soient positionnées en zone bleue (Bi) sur les cartes de zonage réglementaire.***

.

Mr le Maire rappelle que ce dossier a fait l’objet de nombreuses réunions avec élus et personnes concernées. La dernière réunion en date du 10/09/2015 avec des élus de l’opposition concernés avait fait ressortir un consensus d’émettre un avis favorable avec des réserves.

A ce jour les élus de l’opposition préfèreraient que le conseil opte pour un avis défavorable.

Pour Mr le Maire, émettre un avis défavorable serait irresponsable pour un projet d’une telle importance.

Mr le Maire informe qu’un Comité de pilotage se tiendra le 30/09/2015 à 9h30 pour rendre compte de tous les avis, il s’engage à rendre compte de ce débat et à faire valoir cet avis avec réserves.

*Suite à cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à la majorité des membres présents (15 pour - 4 Contre) de donner un avis favorable, avec les réserves ci-dessus.*

* **4. Elaboration d’un Agenda d’Accessibilité Programmée (Ad’AP)**

*Monsieur le Maire informe l'assemblée, qu'avant le 27 septembre 2015, les gestionnaires des Etablissements Recevant du Public (ERP) ont désormais l'obligation, pour mettre leurs établissements en conformité avec les obligations d'accessibilité, de s'engager par la signature d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP). Cet outil de stratégie patrimoniale pour la mise en accessibilité adossée à une programmation budgétaire permet à tout exploitant d'établissement recevant du public de poursuivre ou de réaliser l'accessibilité de son ou ses établissements après le 1erjanvier 2015.*

*L'Agenda d'Accessibilité Programmé correspond à un engagement de réaliser des travaux dans un délai déterminé (jusqu'à 3 ans), de les financer et de respecter les règles d'accessibilité.*

*Aussi, la commune de Sainte-Foy d'Aigrefeuille élaborera son Agenda d'Accessibilité Programmée dans le cadre d'une programmation. Le document comportera, notamment, le phasage annuel des travaux projetés.*

*Cet engagement de procéder aux actions ou travaux sera déposé en préfecture avant le 27 septembre 2015, conformément à la réglementation en vigueur.*

*Monsieur le Maire précise à l'assemblée le cadre juridique qui s'impose aux collectivités locales en matière d'accessibilité:*

*• La Loi n02005-102 du 11 Février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées;*

*• L'Ordonnance n" 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;*

*• Le Décret n" 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public;*

*• Le Décret n" 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;*

*• L'Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19-7 à R. 111-19-11 du code de [a construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n" 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;*

*• L'Arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues dans le code de la construction et de l'habitation;*

*• La Loi n°2015-988 promulguée le 5 août 2015, ratifiant l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;*

Mr le Maire informe que la présentation de l’étude par l’architecte eu lieu jeudi 18/09/2015 (hier).

Il a listé et chiffré tous les travaux à réaliser sur les bâtiments communaux.

Ci-dessous est répertoriée l’estimation des coûts (HT) des travaux Ad’AP des 7 bâtiments communaux concernés.



Nous devons travailler d’une part pour définir ce qui est du ressort du personnel communal et d’autre part pour définir la planification des travaux (Agenda).

*Suite à cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l’unanimité:*

* *D'engager la mise en oeuvre d'un Agenda d'Accessibilité Programmée, pour mettre en conformité les Etablissements Recevant du Public;*
* *D'autoriser Monsieur le Maire à demander des dérogations si nécessaires;*
* *D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toute décision, à signer tout acte ou document* *tendant à rendre effective cette décision,*
* *D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter au cas par cas, les subventions auprès des* *différents partenaires financiers, pour alléger la charge des investissements.*
* **5. Présentation du Plan à Moyen et Long Terme (PMLT) de la commune**

Ce point sera abordé en questions diverses

* **6. RD 54a : Travaux d’urbanisation programmée – Tranche n°2 – Inscription en programmation 2017 - Demande de subvention au Conseil Départemental de la Haute-Garonne**

*Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée, que par délibération du* 17 *novembre 2011, les membres du conseil municipal avaient approuvé l'inscription en programmation départementale d'une tranche n°1 de travaux d'urbanisation sur la RD 54A, dans le cadre de l'aménagement du centre du village. Le projet d'aménagement urbain réalisé par le bureau d'étude VALORIS, prévoit dans le cadre d'une tranche n°2, des travaux d'aménagement en bordure de la route départementale, qui relèvent de la maîtrise d'ouvrage communale dans le cadre du programme d'urbanisation.*

*Il rappelle que la part des travaux située dans l'emprise de la chaussée relève de la maîtrise d'ouvrage départementale dans le cadre d'une programmation sur le budget du Conseil Départemental.*

*Monsieur le Maire poursuit en donnant l'estimation de la dépense à la charge de la commune qui est de 140370,00 € HT.*

Questions :

Un élu de l’opposition demande l’état d’avancée de la première tranche et s’il y a eu concertation avec les riverains.

Est-il possible de voir les plans ?

Quel est le montant de subvention obtenu ?

Réponses :

Les études des travaux de première tranche viennent d’être finalisées avec le Cabinet VALAURIS le 11.09.2015. Ces travaux vont inclure les Places de la Mairie et de l’Eglise ainsi que l’aménagement de la voirie RD54A première tranche. Le schéma d’aménagement des places s’est réalisé en concertation avec les riverains. L’Avis de Publicité doit paraître dans « la Voix Du Midi » du 24.09.2015.

Les plans sont consultables en Mairie. Une présentation sera faite lors du prochain Conseil Municipal.

Le montant de la subvention correspondant à l’aménagement de la voirie est de l’ordre de 65000€

*Suite à cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l’unanimité :*

* *d'approuver le dossier de projet établi par le maître d'œuvre,*
* *de prévoir l'inscription de la dépense sur le budget communal 2016*
* *de solliciter du Conseil Départemental une subvention pour aider au financement de cet important investissement,*
* *d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir avec le Conseil Départemental, permettant à la commune de réaliser les travaux dans l'emprise des dépendances de la RD54A, ainsi que tout document administratif se rapportant à ce dossier.*
* **7. Budget Principal : Décision Modificative n°1**

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre de la réhabilitation du Lac, deux opérations seront lancées rapidement :

* Installation de systèmes d’aération
* Automatisation de la vanne de sortie pour faire des « chasses d’eau » en période de crue

Pour être lancés, ces travaux nécessitent la Décision Modificative ci-dessous :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Désignation | Diminution sur crédits | Augmentation sur crédits |
|  | ouverts | ouverts |
| D2031-290: Lac |  | 36 000 € |
| **TOTAL D20: Immobilisations incorporelles** |  | **36 000 €** |
| D2135-300: Préfabriqué Danse | 5 500 € |  |
| D2135-300: Préfabriqué Dortoir Maternelle | 30 500 € |  |
| **TOTAL D21: Immobilisations corporelles** | **36 000 €** |  |

*Suite à cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide (15 pour – 4 contre) de valider cette décision modificative*

Les élus de l’opposition justifient leur vote négatif par le fait qu’ils ont voté contre le budget communal même s’ils n’ont aucune objection au projet.

* **8. Budget Assainissement : Admission en non-valeur**

*Monsieur le Maire fait part à l'assemblée de la demande du Receveur Municipal d'admettre en non-valeur des produits qui, malgré la diligence dont il a fait preuve, s'avèrent irrécouvrables.*

*Il présente à cet effet un état récapitulatif et les pièces justificatives qui concernent des recettes de redevance d'assainissement pour les années 2009 et 2010 pour un montant total de* 382,71€.

*Suite à cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide de prononcer l'admission en non-valeur des cotes irrécouvrables présentées.*

* **9. Questions diverses**

Point Crèche :

L’acte a été signé ce matin entre Mr le Maire et le Président de la Communauté des Communes Cœur Lauragais avec une clause de remise en état des voiries privés. De ce fait un huissier doit passer le 21/09/2015. Le début des travaux est prévu le 21/09/2015.

Les plans sont consultables en Mairie.

PMLT :

Ce travail de Plan à Moyen Long Terme pour la commune, fait suite à une série de demandes :

* Du SCOT dont sa révision est lancée depuis Juin 2015
* Du PETR reçue en date du 11 Août 2015 par le biais de la Communauté des Communes pour l’élaboration de son Projet de Territoire. Ce projet de territoire nécessite le recensement de tous les projets intercommunaux, communaux et privés sur 5 ans (2015-2020)
* Du Département en date du 06 Juillet 2015 pour la mise en place des « Contrats de Territoire » à l’échelle des intercommunalités avec pour objectif d’avoir une lisibilité des projets majeurs sur le mandat et de nous éclairer sur leur financement.

**La déclinaison de ces principes structurants et de ces objectifs nous a amené à la rédaction d’un Plan à Moyen Long Terme articulé comme suit :**

1.  DEMOGRAPHIE : évolution passée, situation 2015 et perspectives,

2.  URBANISME : situation 2015 et évolution 2020, 2030, 2040

3.  EQUIPEMENTS : situation 2015 et évolution 2020, 2030

4.  ZONE d’ACTIVITE : situation 2015 et évolution

5.  PROJETS STRUCTURANTS d’INVESTISSEMENT

6.  POINT FINANCIER

7.  CONCLUSION

L’objectif est de donner une vision aussi complète que possible de l’état actuel de la

Commune et de son évolution prévisible étayée par des éléments factuels et concrets

2. URBANISME : synthèse

Le **schéma Directeur d’urbanisation**présenté correspond aux objectifs ﬁxés en matière d’habitat:

* Progression de la mixité sociale de la population en s’engageant sur l’augmentation du nombre de logements sociaux,
* Maintien du caractère convivial et à taille humaine de la commune qui est un point essentiel pour son attractivité,
* Développement intégré et maitrisé de l’urbanisation de la commune.

Il répond également aux **objectifs énoncés**par le SCOT et le département, à savoir :

* Densiﬁer les zones d’habitat en évitant de créer des zones d’urbanisations trop excentrées par rapport au cœur du village,
* Préserver au maximum les surfaces agricoles  existantes,
* Conforter la vitalité du centre bourg  avec les principaux services utiles,
* Développer un habitat cohérent avec les équipements nécessaires (assainissement:

capacité de la station d’épuration des eaux usées et  diﬀérents réseaux : eau, gaz et

électricité, etc),

Le **schéma Directeur**intègre les éléments structurants suivants :

* Poursuite des programmes initialisés en les adaptant au contexte économique et

sociologique actuel,

* Limitation des nouveaux programmes aux secteurs intégrés dans la zone urbaine évitant

des « excroissances »,

* Autorisation de la hauteur des bâtiments (R+1) pour préserver  le caractère convivial de la

 commune,

* Intégration progressive de nouveaux habitants en évitant de créer un afflux trop brutal de

 population,

* Sauvegarde du caractère rural de la commune : 760 ha cultivés & espaces verts par rapport à 968 ha au total,
* Respect de la loi ALUR favorisant la division parcellaire et donc la création de nouveaux

 logements.

3. EQUIPEMENTS : Synthèse

**Les points forts de la commune en termes d’équipements peuvent se résumer comme suit**:

* Les principaux besoins en termes de commerces de proximité sont couverts : boulangerie, épicerie, librairie, bureau de tabac,  relais bancaire, coiﬀeur contrairement aux villages environnants : Lauzerville, Préserville et Saint Pierre de Lages,
* Crèche, assistantes maternelles, école maternelle et élémentaire forment un tissu complet d’accompagnement pour les familles et leurs enfants; collèges et lycée sont situés à moins de 15 minutes et la commune est desservie par bus scolaires,
* La commune dispose également d’une oﬀre suﬃsante en matière de restauration et

d’hôtellerie (gites ruraux),

* Les services liés à la santé sont également couverts et la commune accueille un EHPAD,
* Les artisans liés aux métiers de la construction couvrent une large palette des besoins en

la matière,

* Les nombreuses associations oﬀrent aux habitants matière à s’investir et à occuper leurs

loisirs **sur place**,

* La proximité de l’agglomération toulousaine : Saint Orens de Gameville et Quint-Fonsegrives situées à moins de 15 minutes du centre de la commune permet de répondre aux demandes commerciales plus spécialisées.

*Citons par exemple le nombre de banques accessibles, les commerces spécialisés tels que*

*optique, parfumerie, fleuristes, etc.*

**Les principaux points à renforcer en termes d’équipements sont les suivants**:

* Augmentation de l’oﬀre en matière de commerces de détail : point de vente boucherie-charcuterie par exemple,
* Ouverture d’une pharmacie car les plus proches se trouvent à Lanta et Auzielle,
* Oﬀre bancaire : distributeur de billets et/ou comptoir bancaire à temps partiel,
* Minimarket à horizon 2020 avec point de vente de carburant sur la départementale du val
* de Saune (RD 18),
* Transports : renforcement du T.A.D. et liaison avec le réseau de transport de

 l’agglomération Toulousaine.

5. PRINCIPAUX PROJETS STRUCTURANTS d’INVESTISSEMENT

* Construction d'une nouvelle station d'épuration d'une capacité de 3 000 équivalents habitants
* Réalisation de la liaison Zone d'Activité "Val de Saune" - RD18
* Maintien du patrimoine / réhabilitation du Lac : réintégration du cours de la Saune et curage partiel du lac
* Maintien du patrimoine / rénovation de l'Eglise : vitraux, peintures intérieures et extérieur
* Construction d'une nouvelle crèche d'une capacité de 33 berceaux + R.A.M.
* Construction d'un centre médical et para-médical au cœur du village
* Construction d’une résidence pour Séniors valides
* Aménagement de la voirie du Cœur du village : place de la Mairie et de l'église et réalisation de trottoirs couvrant le cœur du village
* Aménagement de la voirie dans le secteur dit "Palenque"
* Déplacement de l'atelier municipal
* Rénovation de la Mairie
* Extension du groupe scolaire
* Construction d'un terrain multi-sports et aménagement du parc

**Ces projets font l’objet d’une justification, d’un montant estimatif, d’un état d’avancement et d’un phasage**

**Avancement**

7. CONCLUSION

**L’attractvité** de Sainte Foy d’Aigrefeuille, initialisée par la création du Lac en 1985 s’est poursuiviedepuis lors de façon harmonieuse et constante. Ce cadre de vie original, **à taille humaine** correspond à une demande réelle.

En témoignent l’évolution passée de la population depuis1985 et la projection d’habitants à horizon2030 et 2040 basée sur un Plan d’Urbanisme maîtrisé et élaboré grâce à des programmes

d’urbanisation concrets déjà initialisés pour la plupart tout en intégrant une part significative de  logements sociaux favorisant la mixité sociale.

**Les projets liés au patrimoine (Lac et Eglise) sont des projets majeurs pour préserver ce cadre de vie unique**.

Pour ce qui est de **l’autonomie** selon la déﬁnition du SCOT,  les emplois générés par la Zone

d’actvité «  Val de Saune » contribuent grandement aux objectifs déﬁnis : 3,3 emplois sur la

 commune par habitant actuellement et 3,6 projetés à horizon 2030 sur base des possibilités

 d’extension de cette Z.A. située aux portes de l’agglomération toulousaine et de sa rocade.

**Son développement nécessite la liaison avec la RD 18 pour désenclaver la zone et encore**

**augmenter son degré d’attractivité**.

En matière **d’équipements**, la commune dispose d’ores et déjà des équipements nécessaires :

commerces de proximité, santé, petite enfance et écoles, associaFons, etc; le choix a été fait de

ne pas chercher à concurrencer des commerces et autres services plus spécialisés accessibles à moins de quinze minutes de la commune.

**La restructuration du centre du village en trois zones** : commerces de détail, mairie et église + espace dédié à la petite enfance et aux écoles + loisirs ainsi qu’un **pôle médical et paramédical   à créer**s’avère indispensable.

**Les transports publics doivent être développés pour rendre plus aisé l’accès à**

**l’agglomération toulousaine.**

L’**accessibilité** tel que déﬁnie par le SCOT n’est pas à démontrer; sa situation géographique

particulière au sein de « Cœur Lauragais » met à moins de quinze minutes l’accessibilité aux

services et commerces répertoriés dans les critères SCOT.

**Les conclusions que l’on peut tirer de cette analyse sont les suivantes**:

* **Sainte Foy d’Aigrefeuille : un environnement exceptionnel et atypique** :
* Commune à taille humaine aux portes de Toulouse pour ceux et celles qui

privilégient un cadre de vie aéré et rural,

* Ancrage rural revendiqué avec une surface agricole couvrant près de trois quart de sa surface, projet de jardins potagers partagés permettant de rapprocher l’histoire

et l’environnement rural de la commune,

* Zone d’Activité mixte pour les PME et TPE: bureaux d’études ainsi qu’entreprises

de services et artisanat,

* **La Commune de Sainte Foy d’Aigrefeuille a un haut potentiel**:
* Sur le plan démographique, son évolution est maitrisée et les prévisions d’évolution sont basées sur des projets identiﬁés,
* Sur le plan des emplois, le potentiel de la Zone d’Activité est extrêmement élevé; il

constitue aussi  une réelle opportunité en termes d’emplois et de revenus pour

« Cœur Lauragais » et au-delà pour le pays Lauragais,

* Son cadre de vie, ses services en termes de petite enfance et de scolarité

notamment et sa vitalité caractérisée par le dynamisme de ses associations en font un lieu de vie privilégié pour ses habitants actuels et futurs,

* **Sa gestion peut se caractériser comme suit**:
* Situation Financière saine permettant d’envisager des projets ambitieux et de les  planiﬁer en fonction de ses capacités,
* Evolution maîtrisée de son développement : perspectives claires et identiﬁées avec une évolution progressive,
* Respect de ses engagements, en particulier en totale cohérence avec les objectifs

déﬁnis par le SCOT en 2012.

Au vu de l’ensemble de ces éléments et de son évolution passée et à venir, la commune se doit

d’être considérée comme un « P**ôle de proximité** **de NIVEAU 3**» au même titre que les

communes historiques Lanta et Caraman (cf: dernier rapport SCOT).

La proximité d’une métropole comme Toulouse ne justiﬁe pas la création d’un super pôle au sein

de « Cœur Lauragais », mais plutôt la cohabitation de trois pôles de taille moyenne avec chacune

leurs spéciﬁcités propres.

Les élus de l’opposition sont conscients du travail réalisé et de sa qualité.

Le Maire clôture la séance à 23h30.